



E-SOLIDARITÉS
L'expertise de notre réseau

<https://www.e-solidarites.fr/ile-de-france/lutte-contre-les-exclusions/collectif-le-revers-et-municipales-2026-un-plan-pour-un-choc-de>

Collectif "le Revers" et municipales 2026 : un plan pour un choc de solidarité

À l'approche des élections municipales de mars 2026 à Paris, le collectif « Le Revers » publie un plan de prise en charge des personnes sans domicile à destination des candidates et candidats à la mairie de Paris. Notre Union est à l'origine de cette démarche inter-associative et en assure le porte parlât sur le volet hébergement-logement.

📅 Mis à jour le 7 octobre 2026

👤 De Uriopss Île-de-France

LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

PUBLICATION

INFO ÎLE-DE-FRANCE



À l'initiative de notre Union et aux côtés d'associations, de collectifs communautaires et d'ONG, le collectif « Le Revers » a construit ce plan pour faire de la lutte contre le sans-abrisme un enjeu central de la campagne parisienne. Sans soutenir de candidate ou de candidat, le collectif appelle l'ensemble des prétendants à la mairie de Paris à s'engager sur ces propositions.

Le constat de départ est sévère : le nombre de personnes sans domicile a doublé en Île-de-France en dix ans, les campements informels demeurent la principale réponse apportée aux populations primo-arrivantes, et le 115 est de plus en plus contraint de laisser des personnes vulnérables sans solution. Face à cette dégradation continue, le plan propose douze recommandations, de l'urgence à l'insertion, couvrant l'ensemble des compétences municipales et départementales exercées par la Ville de Paris.

Chiffré à 110 millions d'euros, soit 1 % du budget de fonctionnement de la Ville, ce plan se veut à la fois ambitieux et raisonnable au regard des moyens exceptionnels mobilisés lors des Jeux olympiques de 2024. Il se décline en douze axes : respect des droits des personnes en rue et fin du nettoyage social, accueil digne des personnes exilées, prise en charge adaptée des mineurs non accompagnés, accès à l'alimentation, hébergement inconditionnel, application du Logement d'Abord, santé pour toutes et tous, réduction des risques liés aux drogues, dignité et accès aux droits des travailleuses et travailleurs du sexe, accès inconditionnel aux droits et services sociaux, soutien au pouvoir d'agir et à l'emploi, et enfin soutien aux acteurs associatifs et solidaires.

Sur le volet hébergement et logement, notre Union porte la parole du collectif et défend des mesures concrètes : mobilisation des bâtiments vacants et des logements inoccupés, application effective du droit au logement et des principes du Logement d'Abord sur le territoire parisien, renforcement de la prévention des expulsions locatives, et prise en charge prioritaire des mères isolées avec enfants et des femmes enceintes à la rue. Ces propositions s'appuient sur des données précises : plus de 315 000 demandes de logement social actives à Paris fin 2024, une production de logements sociaux au plus bas, et 8 106 expulsions locatives réalisées en Île-de-France en 2024.

Notre Union appelle l'ensemble des candidates et candidats aux municipales à rencontrer le collectif pour travailler à la mise en œuvre de ce plan.